



Dix vérités sur le gouvernement de Mauricio Macri en Argentine

Par [Salim Lamrani](#)

Mondialisation.ca, 31 octobre 2019

12 décembre 2016

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Économie](#)

Cet article a été publié le 12 décembre 2016 alors que l'Argentine était gouverné par Mauricio Macri (2015-2019).

Après un an au pouvoir, le Président argentin présente un bilan catastrophique .

1. En un an, sous le gouvernement Macri, il y a eu 200 000 licenciements en Argentine.
2. Le peso argentin a été dévalué de 40% par rapport au dollar, entraînant une hausse massive des prix avec des conséquences dramatiques pour la majorité des Argentins.
3. Les tarifs du transport, du gaz, de l'eau et de l'électricité ont été augmentés de 200% à 2000% selon les cas.
4. L'inflation est passée de 32% à 45% et l'économie est en récession.
5. La politique d'austérité menée par le gouvernement a eu un impact dramatique sur les classes populaires, la vie économique et le développement du commerce. Selon l'Eglise catholique, 1,4 millions d'Argentins sont tombés sous le seuil de pauvreté depuis la prise de pouvoir de Macri. Dans la capitale, le taux de pauvreté est passé de 20% à 33%. Selon l'Institut national de statistique et recensements (INEC), 32% des Argentins vivent dans la pauvreté, soit 8,7 millions de personnes, et 6,3% se trouvent dans l'indigence, soit 1,3 millions de personnes.
6. Des centaines de milliers d'Argentins multiplient les manifestations, exigeant un changement de politique et l'arrêt des mesures contre les couches les plus vulnérables. Selon les sondages, 43% des Argentins ont une opinion défavorable du gouvernement contre 26% qui en approuvent la gestion.
7. Le montant de la dette a explosé en un an, passant de 43% du PIB à 55% du PIB.
8. Le déficit fiscal est de 7%, obligeant le gouvernement à emprunter plus de 50 milliards de dollars en à peine un an.
9. Le gouvernement Macri a également porté atteinte à la pluralité des médias en censurant la chaîne latino-américaine Telesur, qui n'est désormais plus disponible dans le bouquet de chaînes gratuites.
10. Le gouvernement Macri a procédé à une répression implacable de toute contestation

sociale. Le cas de Milagro Salas, élue du Parlement sud-américaine et militante indigène, est emblématique. Elle est emprisonnée depuis janvier 2016, en violation de son immunité parlementaire, sous l'accusation « incitation à commettre des délits », pour avoir organisé une manifestation dans la province de Jujuy. Les Nations unies ont dénoncé cette répression et qualifient cette détention comme arbitraire et illégale. La Commission interaméricaine des droits de l'homme, Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits humains exigent également sa libération.

Salim Lamrani
Université de La Réunion

*Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, **Salim Lamrani** est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.*

Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet.

Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr

Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Salim Lamrani](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Salim Lamrani](#)

A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca